

RAPPORT ANNUEL SUR
L'ÉCONOMIE
DE L'AFRIQUE



2024

Sous la direction de
Larabi Jaïdi



Coordination générale

Majda BELKHEIRI

Mohamed BRICK

Edition

Mokhtar GHAILANI

Graphic Composition

Youssef AÏT EL KADI

Dépôt Légal : 2024MO6193

ISBN : 978-9920-633-44-4

© Ed. Policy Center for the New South 2024
Tous droits de production, d'adaptation et d'exécution
réservés pour tous les pays.



Rapport annuel sur l'économie de l'Afrique

2024

Sous la direction de Larabi Jaïdi

5^{me} édition

Sommaire

À propos de Policy Center for the New South	7
Liste des contributeurs	9
Préface	11
 Partie I : Contexte macrofinancier du continent	 25
 Chapitre 1 : La conjoncture macro-financière en Afrique.....	 27
Chapitre 2: Exchange Rate Regimes in Africa: A Multi Criteria and Model-free Comparative Analysis.....	39
Chapitre 3 : Afrique du Sud : le désenchantement de l'émergence	55
Chapitre 4 : L'expansion internationale des banques marocaines en Afrique : dynamiques, opportunités et défis.....	67
Chapitre 5 : Inclusion financière en Afrique : défis, progrès et perspectives.....	89
Chapitre 6 : Inclusion financière numérique en Afrique : enjeux et perspectives....	109
Chapitre 7: The Future of the CFA Franc: A Brief Overview.....	138
 Partie II : Intégration monétaire et innovation financière en Afrique	 149
Chapitre 1: The Reform of the ECO: Creating Space to Overcome Old Challenges and Recent Setbacks	151
Chapitre 2 : Les perspectives d'une union monétaire dans la CEEAC.....	163
Chapitre 3: Monetary Integration Project in the Southern African Development Community	175
Chapitre 4 : Opportunités et risques des innovations financières dans les transitions vers des économies vertes et inclusives au Maghreb.....	187
Chapitre 5: The Adoption of a Common Currency Within the East African Community: What Impact on Trade?	203
Chapitre 6 : Les systèmes financiers du marché commun d'Afrique australe et	

orientale : des contrastes et des enjeux communs.....	217
Chapitre 7 : L'Autorité Intergouvernementale pour le Développement : capacités et enjeux des systèmes financiers	231
Partie III : Besoin de financement et défis du développement.....	247
Chapitre 1: The financing needs of African countries : issues and challenges	249
Chapitre 2 : Les convergences budgétaires en Afrique : quelle coordination entre les CER et la Zlecaf ?	261
Chapitre 3: The PAPSS Cross-Border Payments Platform: A Contribution to AfCFTA Development	271
Chapitre 4: An Africa Credit Rating Agency: Why is it Long Overdue?.....	285
Chapitre 5: African Union Financial Reforms: A Condition for the Organization's Autonomy?	295
Chapitre 6 : Nouvel objectif collectif chiffré sur le financement climat : quelles priorités pour l'Afrique ?	305
Chapitre 7 : La mobilisation des ressources financières pour le financement des projets d'infrastructures en Afrique	321
Chapitre 8 : L'approche des couloirs : le couloir Maroc-Mauritanie-Sénégal	331
Chapitre 9 : Le Sahel, sa fragilité et son potentiel	345
Chapitre 10 : Le financement de l'agriculture africaine : perspectives nationales et régionales	357
Epilogue: Ethical implications of Artificial Intelligence Technology in Africa	369
Annexes.....	383
Major Convenings.....	385
Annexe statistique.....	388
Statistical Annex.....	396

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues », « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO) et « Africa Economic Symposium » (AES) .

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 420 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

Liste des contributeurs

Niango Brice Adou

The PAPSS Cross-Border Payments Platform: A Contribution to AfCFTA Development

Akilou Amadou

Les convergences budgétaires en Afrique : quelle coordination entre les CER et la Zlecaf ?

Stanley Abban

The Adoption of a Common Currency Within the East African Community: What Impact on Trade?

Abdelaaziz Ait Ali

L'expansion internationale des banques marocaines en Afrique : dynamiques, opportunités et défis

Nezha Alaoui M'hammdi

Le Sahel, sa fragilité et son potentiel

Simplice A. Asongu

The Future of the CFA Franc: A Brief Overview

Fahd Azeroual

La conjoncture macro-financière en Afrique

Oumayma Bourhriba

L'expansion internationale des banques marocaines en Afrique : dynamiques, opportunités et défis

Adheesh Budree

Ethical implications of Artificial Intelligence Technology in Africa

Zakaria Elouaourti

Inclusion financière numérique en Afrique : enjeux et perspectives

Youssef El Jai

The Reform of the ECO: Creating Space to Overcome Old Challenges and Recent Setbacks

Saloi El Yamani

L'approche des couloirs : le couloir Maroc-Mauritanie-Sénégal

Tayeb Ghazi

Inclusion financière en Afrique : défis, progrès et perspectives

Grakolet Arnold Gourene

The PAPSS Cross-Border Payments Platform: A Contribution to AfCFTA Development

Ephrem Habtemichael Redda

Monetary Integration Project in the Southern African Development Community

Hassan Hachimi

Exchange Rate Regimes in Africa: A Multi Criteria and Model-free Comparative Analysis

Mahmoud Arbouch

La mobilisation des ressources financières pour le financement des projets d'infrastructures en Afrique

Aomar Ibourk

Inclusion financière numérique en Afrique : enjeux et perspectives

Pierre Jacquemot

Le financement de l'agriculture africaine : perspectives nationales et régionales

Larabi Jaïdi

Afrique du Sud : le désenchantement de l'émergence

Opportunités et risques des innovations financières dans les transitions vers des économies vertes et inclusives au Maghreb

L'approche des couloirs : le couloir Maroc-Mauritanie-Sénégal

Le Sahel, sa fragilité et son potentiel

Les systèmes financiers du marché commun d'Afrique australe et orientale : des contrastes et des enjeux communs

L'Autorité Intergouvernementale pour le Développement Capacités et enjeux des systèmes financiers

Adnane Lahzaoui

Inclusion financière en Afrique : défis, progrès et perspectives

Sami Mensi

The financing needs of African countries : issues and challenges

Mignamissi Michel Dieudonné

Les perspectives d'une union monétaire dans la CEEAC

Misheck Mutize

An Africa Credit Rating Agency: Why is it Long Overdue?

Kesaobaka Pharatlhathe

African Union financial reforms: A condition for the organization's autonomy?

Afaf Zarkik

Nouvel objectif collectif chiffré sur le financement climat : Quelles priorités pour l'Afrique ?

Préface

Le Rapport annuel 2024 sur l'Économie Africaine est dédié aux questions monétaires et financières du Continent. Trois raisons légitiment ce choix.

Les économies africaines sont exposées à des instabilités macro-financières générées en partie par les turbulences monétaires et financières mondiales.

Les monnaies africaines, les systèmes financiers du continent sont engagés dans des dynamiques très différentes où se côtoient des méthodes routinières et des pratiques audacieuses, sinon risquées.

La question de l'architecture du système financier international est à l'ordre du jour ; son objectif est de maîtriser l'instabilité financière internationale en améliorant la transparence des marchés, en surveillant - sans la brider- la poussée déstabilisante des innovations financières, en régulant la compétition naissante entre des monnaies classiques et des monnaies virtuelles, en promouvant une « justice » financière dans les flux et les transferts internationaux et en suscitant une plus grande responsabilité des acteurs, tant privés que publics, dans la prévention et la gestion des turbulences pour éviter qu'elles ne dégénèrent en une crise systémique.

La Partie 1 : trace la cadre macro-économique de l'économie africaine Macro

Le premier chapitre sur la conjoncture macro-financière en Afrique souligne qu'en 2023 l'économie africaine a montré une résilience notable dans un contexte mondial difficile. Alors que certains signes de reprise sont visibles pour l'année 2024, les prévisions de la croissance restent inégales à travers le continent. La gestion macroéconomique orthodoxe continue de jouer un rôle crucial. Les efforts d'assainissement

budgétaire ont permis de stabiliser les finances publiques. Toutefois, les taux d'inflation élevés restent une préoccupation majeure, mais les défis liés aux impacts climatiques, aux tensions géopolitiques et aux vulnérabilités économiques nécessitent une vigilance continue pour maintenir une trajectoire de croissance durable et inclusive.

Le second chapitre se penche sur la relation complexe entre les régimes de change et l'ajustement macroéconomique dans les pays africains. Le régime de change optimal pour les pays africains dépend d'une interaction complexe de facteurs. Alors que de nombreuses économies africaines sont confrontées à une dépréciation de leur monnaie en raison du resserrement monétaire américain, les décideurs politiques sont confrontés à un défi majeur : trouver un équilibre entre les interventions sur le marché des changes pour atténuer la dépréciation et le maintien d'un fardeau soutenable de la dette publique. L'approche proposée offre un cadre d'interprétation pour évaluer les capacités d'absorption des chocs et de facilitation de l'ajustement de différents régimes.

L'enjeu du financement est une préoccupation majeure du continent. **Le chapitre sur la contribution des Banques marocaines au financement du développement en Afrique** montre que la conjoncture macroéconomique difficile que traversent les économies africaines pose des défis majeurs à la préservation de la solidité financière de ces banques. L'exposition des banques marocaines au risque transfrontalier semble être maîtrisée à ce stade, mais l'une des menaces d'envergure est l'exposition du continent africain à la cybercriminalité. Le principal risque opérationnel pour les activités est celui de la cybernétique. Ce risque est encore amplifié devant le caractère embryonnaire du cadre juridique régissant ce risque. La non-conformité de ces pays aux normes internationales en matière de blanchiment d'argent et le financement du terrorisme les expose à un nombre de risques

qui peuvent agir indirectement sur les banques marocaines dans ces pays.

En Afrique, la mise en œuvre de stratégies d'inclusion financière a fortement progressé ces dernières années. La réflexion proposée **dans les deux contributions sur l'inclusion financière** explore les obstacles à cette inclusion (coûts prohibitifs, manque de fonds et l'insuffisance des infrastructures). La première contribution aide à mieux comprendre les facteurs qui favorisent l'inclusion financière numérique en Afrique et le rôle que joue l'accès à l'éducation et aux infrastructures technologiques dans ce processus. La seconde contribution dresse un état des lieux de l'inclusion financière en Afrique en s'appuyant sur trois dimensions clés : l'accès aux services financiers, leur utilisation et leur qualité. Elle propose des pistes d'amélioration pour renforcer l'inclusion financière dans les pays africains notamment 1) le développement du Mobile Banking ; l'adoption et régulation des monnaies digitales et l'éducation Financière.

Le papier consacré **au focus pays porte dur l'Afrique du Sud**. Présentée souvent comme un modèle de réussite économique et sociale, le pays consomme son capital symbolique sans transformer ses ressources matérielles au bénéfice de sa population. Son profil de croissance régresse, le mutant d'un pays en émergence à un pays de capitalisme de copinage et d'élargissement des inégalités sociales. La dynamique des lendemains de l'abolition de l'apartheid en 1992, s'est essoufflée au cours des trois dernières décennies. L'image de l'Afrique du Sud se trouve encore plus écornée par l'usage controversé de son influence économique et politique dans les relations avec ses partenaires africains.

Partie 2 : La deuxième partie du Rapport est consacrée à des réflexions sur les projets de monnaies communes portés par quatre Communautés Économiques Régionales (CEDEAO, CAE, CEEAC, SADC) examinant leur pertinence et les pré-requis à leur réalisation. Les autres communautés régionales. Le processus de l'intégration financière dans les autres CER est plus pragmatique et progresse lentement.

Il est entravé par le manque de profondeur des systèmes financiers des pays membres dans une Communauté Economique Régionale (IGAD) ou par l'extrême diversité des économies d'une autre (COMESA) ou par des blocage politiques et institutionnels dans une communauté qui dispose pourtant de systèmes financiers plus solides et qui convergent vers des normes de régularisations et standards internationaux (UMA). En dépit des différences, ces expériences sont toutes chahutées par l'éclosion si ce n'est le développement fulgurant d'innovations financière qui bouleversent le modèle économique classique des systèmes financiers, insufflent plus de nouveautés dans les produits, les supports et les modes de financement. Les banques centrales africaines sont soumises constamment à la production de nouvelles réglementations pour stabiliser les pratiques et les transactions financières et veiller à diminuer l'exposition des ménages comme des entreprises et des autres acteurs à des risques de différentes nature.

La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) est confrontée à des barrières commerciales qui affaiblissent les échanges dans le groupement régional. L'utilisation de monnaies souveraines constitue un obstacle à ces flux en raison du coût élevé des transactions liées à l'échange des monnaies. L'étude montre que l'adoption d'une monnaie commune conduirait à des échanges plus intenses au sein de la Communauté. Une union monétaire dotée d'une politique commune pourrait servir de vecteur d'intégration commerciale et financière si un cadre politique institutionnel approprié est adopté pour garantir la transparence en réduisant les obstacles commerciaux et non commerciaux.

Dans la **Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC)**, la **question de la monnaie commune s'inscrit dans les débats sur la réforme du Franc CFA**. Les partisans d'une union monétaire soulignent les nombreux avantages potentiels qu'elle pourrait offrir : intensification des échanges commerciaux et des investissements bilatéraux, réduction des incertitudes liées aux fluctuations des taux de change... Mais, les perspectives ne sont pas sans défis. La convergence des économies et des

politiques économiques doit être un prérequis essentiel pour le succès d'une telle initiative. De plus, la perte de souveraineté monétaire peut être perçue comme une limitation de la politique économique des pays, tandis que la question de la gouvernance au sein de l'union peut être source de tensions et de conflits potentiels. Au regard de ces défis, la contribution discute les options de faisabilité d'une monnaie unique dans cet espace. Une option statique qui conditionne le passage à la monnaie unique au respect de certains critères micro et macroéconomiques par les États membres. Une perspective dynamique qui permettrait aux pays membres de former une zone monétaire optimale. Cette voie, jugée opportune, est toutefois jonchée de plusieurs défis à relever.

Poussés par le désir de renforcer l'intégration économique et de créer un espace pour un développement régional accru, les pays membres de la CEDEAO se sont mis d'accord sur une feuille de route pour parvenir à une transition rapide vers une union monétaire. **Ce chapitre se penche sur les défis qui sapent la syndicalisation monétaire dans la CEDEAO** et trace la voie pour surmonter les insuffisances actuelles. Les progrès vers la réalisation des critères de convergence requis n'ont pas atteint le niveau requis pour absorber les risques associés. Alors que les pays de la CEDEAO ne parviennent toujours pas à remplir les conditions préalables à une transition rapide vers une union monétaire, la réalisation du projet semble être un objectif à long terme plutôt qu'un objectif à court terme réalisable.

Le chapitre consacré à la SADC examine le projet d'intégration monétaire de ce groupement. Il cherche à répondre à une question centrale : la SADC progresse-t-elle comme prévu vers la réalisation de l'intégration monétaire dans la région ? Les tensions causées par la polycrise ont conduit les États membres à diverger plutôt qu'à converger sur les variables macroéconomiques. L'insuffisance des infrastructures entrave encore le commerce intrarégional. L'instabilité politique dans certains États membres sape la confiance des investisseurs, étouffe la croissance, perturbe les efforts d'intégration régionale. Un autre défi est le chevauchement de l'appartenance

de pays à plusieurs blocs économiques et commerciaux régionaux, ce qui entraîne souvent des engagements contradictoires. A ce stade, l'engagement pour une monnaie commune paraît prématuré.

Dans un environnement économique perturbé les systèmes financiers maghrébins se cherchent une nouvelle voie. Leur contribution à la résilience aux chocs n'est plus suffisante face au financement des transformations économiques et sociale qu'exigent le passage à des économies vertes et inclusives. La révolution digitale offre des opportunités pour négocier un basculement d'un mode de financement classique à des approches innovantes et plus adaptés. Mais, les évolutions technologiques exposent les systèmes financiers à des nouveaux risques. La cybersécurité est devenue un défi majeur pour les Banques Centrale Maghrébines. Dans ce contexte, les régulateurs et les autorités compétentes sont appelés à renforcer leur concertation afin de pouvoir concilier entre les avantages qu'offrent les innovations financières et la maîtrise des risques qu'elles induisent.

Les grandes disparités qui existent entre les États membres du COMESA constituent un obstacle majeur, à moyen terme, à la réalisation de l'intégration Financière Régionale (IFR) pour tous les membres. Certains pays (Burundi, Éthiopie) sont dotés de systèmes financiers moins perfectionnés et de cadres de travail moins développés en matière de réglementation et de supervision. D'autres membres (République démocratique du Congo, Soudan et Zimbabwe) sont freinés par des difficultés politiques chroniques. L'intégration est également compliquée par les adhésions multiples à divers groupes régionaux : des conflits peuvent naître d'une adhésion à des groupes multiples. Ainsi, l'adoption de la stratégie à vitesse variable par les États membres, dans le cadre d'objectifs spécifiques, peut s'avérer plus adaptée, car elle peut permettre d'accélérer l'intégration financière dans les pays qui sont prêts et outillés en conséquence, tout en aidant les autres à mettre leurs systèmes à niveau.

Une analyse comparative du développement financier dans la région de l'IGAD montre clairement qu'en moyenne, la région est à la traîne en matière de développement financier. Parmi les facteurs qui pourraient expliquer le faible développement du secteur financier, on peut citer la faiblesse des économies des pays membres et les limites des liens en amont et en aval entre le secteur réel et le secteur financier, ainsi que le manque d'infrastructures de base. Les conflits fréquents et les ressources limitées expliquent le sous-développement de l'activité bancaire commerciale. Les besoins financiers des économies de la région sont énormes. L'émergence de banques de développement dans le bloc régional pourrait favoriser l'afflux de sources de financement supplémentaires vers les banques commerciales. Une telle initiative pourrait favoriser l'intégration régionale en créant des alliances entre les banques et d'autres institutions financières dans les autres communautés économiques régionales.

Le chapitre sur la zone franc CFA explore l'avenir de la zone à la lumière des développements récents, notamment en ce qui concerne, entre autres, l'échec du lancement de la monnaie commune de la CEDEAO en 2020, le retrait du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la CEDEAO. Bien que l'auteur discute les avantages et les inconvénients de la sortie de la zone monétaire, il avance que la position à prendre doit reposer sur une évaluation objective et non sur un récit émotionnel. Il met en garde contre le fait que la volonté politique de sortir de la zone franc CFA doit être fondée sur une appréciation des fondamentaux macroéconomiques.

Le dernier article de cette seconde partie dresse un état des lieux de la convergence dans les différentes CER africaines. IL renseigne sur les difficultés auxquelles les CER africaines sont confrontées et les approches de solutions pour accélérer la convergence macroéconomique en Afrique. **Les défis liés à la convergence macro-économique en Afrique sont multiples** parmi lesquelles la multiplicité et le chevauchement des CER, le développement des infrastructures, les problèmes de sécurité et des conflits, la faiblesse

des cadres institutionnels et l'insuffisance des ressources financières. A cela, s'ajoutent les chocs externes et les tensions géopolitiques auxquels les pays africains font face et qui réduisent d'autant plus leurs capacités à respecter les critères de convergence macroéconomique, et plus particulièrement la convergence budgétaire. Compte tenu du rôle central des CER dans l'intégration continentale en Afrique, coordination entre la ZLECAF et les CER est indispensable pour surmonter les défis liés à l'intégration.

La partie 3 : est consacrée aux questions du financement du développement en Afrique à l'échelle du continent.

Le besoin de financement pour les pays africains est une question d'importance cruciale. Face à la persistance des défis économiques, sociaux, environnementaux et politiques, les pays africains sont confrontés à une pression croissante pour mobiliser des ressources financières afin de stimuler la croissance économique, de réduire la pauvreté, d'améliorer les conditions de vie et de promouvoir le développement durable. **Le chapitre sur la couverture des besoins de financement** explore en profondeur les problèmes et les défis associés aux besoins de financement des pays africains. En surmontant les défis de la corruption, de la dette, de la fuite des cerveaux et de la faiblesse des investissements privés, tout en promouvant des solutions innovantes et des partenariats stratégiques, l'Afrique peut réaliser son immense potentiel économique et humain, et ouvrir la voie à un avenir prospère et durable pour ses citoyens. En outre, l'auteur de l'article examine les solutions et les opportunités potentielles qui pourraient aider à surmonter ces défis. En adoptant une approche intégrée et collaborative dans la mobilisation des ressources financières, l'Afrique peut réaliser son potentiel économique, social et environnemental.

Les impacts du réchauffement climatique combinés aux transformations économiques majeures et rapides que l'Afrique doit entreprendre font que **la question des financements climatiques**

est cruciale. L'article sur le financement climat montre que es flux financiers actuels vers les pays africains sont insuffisants et l'architecture globale de ce financement est complexe. Le principe des « responsabilités communes mais différenciées » et de justice climatique recommande aux pays avancés de soutenir les pays en développement dans une logique de développement durable. Les enjeux spécifiques à l'Afrique dans le contexte des négociations internationales sur le financement climatique recommandent de prioriser les besoins africains ; de mettre l'accent sur l'adaptation et le rôle crucial des finances publiques dans ce domaine ; de reconnaître le rôle des subventions et des instruments concessionnels ; de faciliter l'accès au financement à travers les mécanismes financiers de la CCNUCC ; d'intégrer le rôle des banques centrales, des banques commerciales, des investisseurs institutionnels et des sources de financement innovantes pour accélérer l'action climatique.

Le financement des infrastructures en Afrique constitue un enjeu majeur pour le développement économique durable du continent. Le chapitre traitant cette question estime que les besoins annuels en investissements varient entre 130 et 170 milliards USD. Ce déficit de financement entraîne des répercussions considérables sur la croissance économique, l'atteinte des ODD et le bien-être des populations africaines. Les progrès réalisés pour réduire ce déficit restent limités, en grande partie en raison des contraintes budgétaires et de l'insuffisance structurelle de financement des projets d'infrastructures. Investir dans les infrastructures productives en Afrique aurait des effets multiplicateurs sur les économies nationales réduire les coûts logistiques et faciliter le commerce intra-africain, contribuant ainsi à la réalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

L'importance vitale qu'il convient d'accorder au soutien financier à l'agriculture africaine est régulièrement réaffirmée. La contribution sur le financement de l'agriculture montre qu'en dépit de cet intérêt réitéré, l'accès au crédit pour les petites et moyennes exploitations dans la plupart des pays demeure un problème

majeur non véritablement résolu. Une diversité d'outils et d'instruments publics de financement ont été mis en œuvre avec des trajectoires et des résultats différents selon les pays et le contexte politique, social et économique (budgets des États, fonds spéciaux abondés par des ressources publiques ou des partenaires). Les Banques publiques de développement agricole offrent des ressources avantageuses mais leur inefficacité, leur fragilité, leurs déficits à répétition et le manque de transparence de leur gestion ont été dénoncés. D'autres dispositifs comme les assurances agricoles ont apporté une contribution à la couverture des risques mais l'accès au crédit reste complexe. Quelques innovations ont aidé, à travers la digitalisation, à acheminer des transferts aux petits exploitants non bancarisés. **Ces nouveaux mécanismes de financement sont appelés au renforcement des capacités nationales de production alimentaire** et les liens avec les marchés régionaux

Le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) a été lancé en collaboration avec l'Union africaine, Afreximbank et la ZLECAf en 2022 afin de répondre à ces besoins et de faire de la ZLECAf une réalité. Ce chapitre présente l'état des lieux en matière de paiements transfrontaliers en Afrique, puis montre comment un écosystème de paiement efficace et transparent peut permettre une mise en œuvre efficace de la ZLECAf en réduisant les coûts, en augmentant la vitesse des transactions et en atténuant les risques. Il propose des pistes pour améliorer les solutions de paiement transfrontalier existantes en Afrique : harmoniser les réglementations, adoption par les banques centrales et par les différents acteurs du marché, permettre aux différents acteurs de trader sans l'intermédiaire de banques correspondante, tirer parti de la transformation numérique, plateformes pour des services financiers numériques

Le chapitre sur la notation de crédit en Afrique discute l'initiative de l'UA de soutenir la création d'une Agence de notation proprement africaine. Le système de notation est dominé par les trois agences internationales – Moody's, S&P et Fitch. Les notations de crédit sont apparues

en Afrique au début des années 1990. Depuis, le nombre de pays africains notés n'a cessé d'augmenter. À ce jour, 32 pays africains ont une note souveraine d'au moins une des trois grandes agences de notation. Des études ont montré que les agences de notation internationales ont un parti pris contre les pays africains et il a été présumé que les analystes de notation de crédit avaient des opinions préconçues sur les entités notées, qui se répercutent finalement sur les notations de crédit sous-jacentes. Les résultats de ces études impliquent qu'il existe un biais de notation basé sur les opinions préexistantes des analystes de notation. Y-a-t-il un préjugé des analystes contre l'Afrique ? Cette perception justifie-t-elle l'idée avancée par l'UA et soutenue par quelques pays africains de créer une Agence africaine de notation ?

Le chapitre sur la réforme financière de l'UA souligne avec force que les stratégies ; programmes et opérations de l'organisation panafricaine bute sur les limites de son autofinancement. Depuis sa création, la structure financière de l'UA a été fortement dépendante du financement de partenaires internationaux (donateurs extérieurs), ce qui, selon beaucoup, affaiblit l'autonomie de l'Union et sa capacité à agir de manière indépendante pour poursuivre son propre programme. Bien que la mise en œuvre réussie des réformes financières offre des possibilités d'accroître la génération de revenus durables, d'améliorer les pratiques de gestion financière, de renforcer l'intégration régionale et de réduire la dépendance vis-à-vis des donateurs, elle pose également certains défis découlant d'une bureaucratie enracinée, d'un manque de volonté politique dans certains cas et d'un manque de mécanismes d'application pour garantir le respect par les États membres.

Le rapport économique sur l'Afrique accorde une importance aux approches d'intégration transfrontière. Dans la version de cette année il porte son regard sur deux corridors.

Au Sahel, l'enclavement se manifeste par l'éloignement des lieux actifs du territoire national et des littoraux, accentué par l'effet

des trajets à parcourir pour les atteindre. L'enclavement, qu'il soit interne ou externe, renvoie aux lacunes des systèmes de transports terrestres. L'amélioration des infrastructures et services de transport sous l'égide des politiques nationales demeure donc indispensable pour valoriser les potentiels économiques régionaux. Elle ne constitue toutefois pas une condition suffisante. On compte plusieurs ports de desserte des pays enclavés au Sahel. Grâce à ces ports, plusieurs corridors contribuent au désenclavement des pays de l'intérieur. Chaque corridor présente ainsi une somme d'opportunités et de contraintes à mettre en relation avec chacun des marchés enclavés sélectionnés. Le grand défi des couloirs d'accès aux ports en compétition est non seulement de les doter d'infrastructures de qualité, mais aussi de maintenir cette qualité dans la durée. Le Sahel a besoin de politiques d'aménagement du territoire qui aillent au-delà des équipements et feraient des corridors des vecteurs de développement.

Le corridor reliant le Maroc, la Mauritanie et le Sénégal représente un espace stratégique d'une importance capitale offrant l'opportunité aux trois pays, situés le long de la côte atlantique de consolider des dynamiques de complémentarités économiques importantes. Ces interactions impliquent non seulement des relations inter-étatiques, mais aussi des échanges entre les entreprises et les individus. Cependant, des obstacles significatifs persistent et entravent le commerce entre ces trois pays, limitant la pleine activation du corridor économique. Ces défis incluent entre autres l'insuffisance des infrastructures et les barrières réglementaires et administratives. Surmonter ces entraves permettrait d'établir un véritable corridor de commerce et de transport ouvrant de nouvelles perspectives économiques. La question centrale réside donc dans l'activation des leviers permettant d'exploiter pleinement le potentiel de ce corridor et de transformer cette voie de transit en un véritable espace de développement intégré.

L'Epilogue du rapport traite de l'éthique dans l'usage de l'Intelligence artificielle. L'intelligence artificielle (IA), et l'IA générative en particulier sont considérées comme ayant

le potentiel d'accroître le bien-être humain, de stimuler la plupart des secteurs des économies mondiales, d'améliorer la qualité du service à la clientèle. Outre les nombreux avantages perçus, l'IA est confrontée à un certain nombre de défis qui découlent de la fracture numérique et des inégalités en matière d'accessibilité aux infrastructures et aux installations TIC. L'IA devrait avoir une influence transformatrice substantielle sur les plans social, économique et culturel de la société. Pour qu'elle soit bénéfique à l'Afrique, elle doit être développée et mise en œuvre avec une compréhension approfondie des contextes locaux. Cela implique que les solutions d'IA soient non seulement techniquement solides,

mais aussi culturellement alignées, inclusives et dirigées par des Africains, pour des Africains.

En guise de conclusion, ce rapport n'aurait pas pu voir le jour sans les contributions des auteurs et sans l'implication pleine, efficace et stimulante de deux membres du comité de coordination Mme Majda Belkeiri et Mr Mohamed Brick. Qu'ils soient vivement remerciés pour leur totale engagement. Il va sans dire que l'appui des compétences des services techniques du PCNS a été d'un grand apport dans la confection d'un Rapport répondant aux normes de qualité requise. Qu'ils trouvent dans ces lignes l'expression de notre considération.

Larabi Jaïdi
Senior Fellow,
Policy Center for the New South

Karim El Aynaoui
Président Exécutif,
Policy Center for the New South

Preface

The 2024 Annual Report on the African Economy is dedicated to monetary and financial issues on the Continent. There are three reasons for this choice.

African economies are exposed to macro-financial instabilities partly generated by global monetary and financial turbulence.

The Continent's currencies and financial systems are engaged in very different dynamics, where routine methods and daring, if not risky, practices coexist.

The question of the architecture of the international financial system is on the agenda. It aims to bring international financial instability under control by improving market transparency, monitoring - without curbing - the destabilizing thrust of financial innovation, regulating the burgeoning competition between traditional currencies and virtual currencies, promoting financial "justice" in international flows and transfers, and fostering greater responsibility on the part of both private and public players in preventing and managing turbulence so that it does not degenerate into a systemic crisis.

Part 1: outlines the macro-economic framework of the African economy.

The first chapter on macro-financial conditions in Africa highlights that, in 2023, the African economy showed notable resilience in a complex global context. While some signs of recovery are visible for 2024, growth forecasts remain uneven across the Continent. Orthodox macroeconomic management continues to play a crucial role. Fiscal consolidation efforts have stabilized public finances. However, high inflation rates remain a primary concern, while the challenges of climate impacts, geopolitical tensions, and economic vulnerabilities require continued vigilance to maintain a sustainable and

inclusive growth trajectory.

The second chapter examines the complex relationship between exchange rate regimes and macroeconomic adjustment in African countries. The optimal exchange rate regime for African countries depends on a complex interplay of factors. With many African economies facing currency depreciation due to US monetary tightening, policymakers face a significant challenge: striking a balance between foreign exchange market interventions to mitigate depreciation and maintaining a sustainable public debt burden. The proposed approach provides an interpretive framework for assessing different regimes' shock-absorbing and adjustment-facilitating capacities.

Financing is a significant concern for the Continent. **The chapter on the contribution of Moroccan banks to financing development in Africa** shows that the problematic macroeconomic situation facing African economies poses substantial challenges to preserving the financial solidity of these banks. Moroccan banks' exposure to cross-border risk seems to be under control at this stage, but one of the major threats is the African Continent's exposure to cybercrime. The main operational risk to our business is cybercrime. This risk is further amplified by the embryonic nature of the legal framework governing this risk. The non-compliance of these countries with international standards on money laundering and the financing of terrorism exposes them to several risks that can indirectly impact Moroccan banks in these countries.

Implementing financial inclusion strategies in Africa has made great strides in recent years. **The two contributions on financial inclusion** explore the obstacles to this inclusion (prohibitive costs, lack of funds, and insufficient infrastructure). The first contribution provides a better understanding of the factors driving digital

financial inclusion in Africa and the role of access to education and technological infrastructure in this process. The second contribution takes stock of financial inclusion in Africa, focusing on three key dimensions: access to financial services, their use, and quality. It proposes ways of improving financial inclusion in African countries, including developing mobile banking, adopting and regulating digital currencies, and financial education.

The **country focus** paper focuses on **South Africa**. Often presented as a model of economic and social success, the country is consuming its symbolic capital without transforming its material resources to benefit its population. Its growth profile is regressing, mutating it from an emerging country to one of crony capitalism and widening social inequalities. The momentum of the aftermath of the abolition of apartheid in 1992 has lost momentum over the past three decades. South Africa's image has been further damaged by the controversial use of its economic and political influence in relations with its African partners.

Part 2: The second part of the report is devoted to the joint currency projects of four regional economic communities (ECOWAS, EAC, ECCAS, SADC), examining their relevance and the prerequisites for their implementation. The process of financial integration in the other RECs is more pragmatic, and progress is slow. It is hampered by the lack of depth in the financial systems of member countries in one Regional Economic Community (IGAD), by the extreme diversity of economies in another (COMESA), or by political and institutional blockages in a community that nevertheless has more solid financial systems and which are converging towards international norms and standards (UMA). Despite their differences, these experiences are all being disrupted by the emergence, if not the dazzling development, of financial innovations that overturn the classic economic model of financial systems, injecting more novelty into products, media, and financing methods. African central banks must constantly produce new regulations to stabilize financial

practices and transactions and ensure that households, businesses, and other players are less exposed to risks of all kinds.

The East African Community (EAC) faces trade barriers that weaken trade within the regional grouping. The use of sovereign currencies is an obstacle to these flows due to the high transaction costs associated with the exchange of currencies. The study shows that adopting a common currency would lead to more intense trade within the Community. A monetary union with a common policy could serve as a trade and financial integration vehicle if an appropriate institutional policy framework is adopted to guarantee transparency by reducing commercial and non-commercial barriers.

In the **Economic Community of Central African States (ECCAS)**, the **question of a common currency is part of the debate on reforming the CFA franc**. Supporters of a monetary union point to its many potential advantages: increased bilateral trade and investment and reduced uncertainty linked to exchange rate fluctuations... But the prospects are not without challenges. Convergence of economies and economic policies must be an essential prerequisite for the success of such an initiative. In addition, the loss of monetary sovereignty may be perceived as a limitation of countries' economic policies. At the same time, the question of governance within the Union may be a source of tension and potential conflict. Given these challenges, the contribution discusses the feasibility options for a single currency in this area. A static option, making the transition to a single currency conditional on member states' compliance with specific micro and macroeconomic criteria. A dynamic perspective would enable member countries to form an optimal monetary zone. This path, which is considered suitable, is nonetheless fraught with several challenges.

Driven to strengthen economic integration and create a space for increased regional development, ECOWAS member countries have agreed on a roadmap to achieve a rapid transition

to a monetary union. **This chapter examines the challenges undermining monetary Union in ECOWAS** and charts a course to overcome shortcomings. Progress towards meeting the required convergence criteria has not reached the level needed to absorb the associated risks. With ECOWAS countries still failing to meet the prerequisites for a rapid transition to a monetary union, achieving the project appears to be a long-term rather than an achievable short-term goal.

The chapter on SADC examines the group's monetary integration project. It seeks to answer a central question: is SADC progressing as planned towards achieving monetary integration in the region? The tensions caused by the polycrisis have led member states to diverge rather than converge on macroeconomic variables. Inadequate infrastructure continues to hamper intra-regional trade. Political instability in some member states undermines investor confidence, stifles growth, and disrupts regional integration efforts. Another challenge is the overlapping membership of countries in several regional economic and trade blocs, often resulting in conflicting commitments. At this stage, a commitment to a common currency seems premature.

In a troubled economic environment, financial systems in the Maghreb are looking for a new way forward. Their contribution to resilience to shocks is no longer sufficient to finance the economic and social transformations required by the transition to green and inclusive economies. The digital revolution offers opportunities to negotiate a shift from traditional financing to innovative, more adapted approaches. However, technological developments also expose financial systems to new risks. Cyber-security has become a significant challenge for Maghreb Central Banks. Against this backdrop, regulators and competent authorities are called upon to strengthen their concerted efforts to reconcile the advantages of financial innovations with controlling the risks they entail.

The wide disparities between COMESA member states represent a significant obstacle, in the medium term, to achieving Regional

Financial Integration (RFI) for all members. Some countries (Burundi, Ethiopia) have less sophisticated financial systems and less developed regulatory and supervisory frameworks. Chronic political difficulties hold back other members (Democratic Republic of Congo, Sudan, and Zimbabwe). Multiple memberships of various regional groups also complicate integration: conflicts can arise from membership of multiple groups. Thus, the adoption of the variable-speed strategy by member states, within the framework of specific objectives, may prove more appropriate, as it can accelerate financial integration in ready and equipped countries while helping others to bring their systems up to standard.

A comparative analysis of financial development in the IGAD region clearly shows that, on average, the region is lagging behind when it comes to financial development. Factors that could explain the weak development of the financial sector include the weakness of member countries' economies and the limited backward and forward linkages between the real and financial sectors, as well as the lack of basic infrastructure. Frequent conflicts and limited resources explain the underdevelopment of commercial banking. The financial needs of the region's economies are enormous. The emergence of development banks in the regional bloc could encourage the inflow of additional sources of financing to commercial banks. Such an initiative could foster regional integration by creating alliances between banks and other financial institutions in other regional economic communities.

The chapter on the CFA franc zone explores the future of the zone in light of recent developments, including the failure to launch the common currency of ECOWAS in 2020 and the withdrawal of Burkina Faso, Mali and Niger from ECOWAS. Although the author discusses the pros and cons of leaving the currency zone, he argues that the position to be taken must be based on an objective assessment, not an emotional narrative. He warns that the political will to exit the CFA franc zone must be based on an appreciation of macroeconomic fundamentals.

The last article in this second part takes stock of convergence in the various African RECs. It provides information on the difficulties faced by African RECs and approaches to solutions for accelerating macroeconomic convergence in Africa. **The challenges to macro-economic convergence in Africa are manifold** and include the multiplicity and overlap of RECs, infrastructure development, security and conflict issues, weak institutional frameworks, and insufficient financial resources. Added to this are the external shocks and geopolitical tensions facing African countries, which further reduce their ability to meet macroeconomic convergence criteria, particularly fiscal convergence. Given the central role of the RECs in continental integration in Africa, coordination between the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) and the RECs is essential to overcome the challenges of integration.

Part 3: is devoted to the issue of financing development in Africa on a continental scale.

The need for financing for African countries is of crucial importance. Faced with persistent economic, social, environmental, and political challenges, African countries are under increasing pressure to mobilize financial resources to stimulate economic growth, reduce poverty, improve living conditions, and promote sustainable development. **The chapter on meeting financing needs** explores in depth the issues and challenges associated with the financing needs of African countries. By overcoming the challenges of corruption, debt, brain drain, and low private investment while promoting innovative solutions and strategic partnerships, Africa can realize its immense economic and human potential and pave the way for a prosperous and sustainable future for its citizens. In addition, the article examines potential solutions and opportunities that could help overcome these challenges. By adopting an integrated and collaborative approach to mobilizing financial resources, Africa can realize its economic, social, and environmental potential.

The impacts of global warming combined with

the major and rapid economic transformations that Africa must undertake make the question of climate financing crucial. The article on climate financing shows that current financial flows to African countries are insufficient, and the overall architecture of this financing is complex. The principle of "common but differentiated responsibilities" and climate justice recommends that advanced countries support developing countries in their efforts to achieve sustainable development. The challenges specific to Africa in the context of international negotiations on climate financing recommend prioritizing African needs, emphasizing adaptation and the crucial role of public finance in this area, recognizing the role of subsidies and concessional instruments, facilitating access to financing through UNFCCC financial mechanisms; and integrating the role of central banks, commercial banks, institutional investors and innovative sources of financing to accelerate climate action.

Infrastructure financing in Africa is a major challenge to the continent's sustainable economic development. The chapter dealing with this issue estimates that annual investment needs vary between 130 and 170 billion USD. This financing gap has considerable repercussions on economic growth, the achievement of the SDGs, and the well-being of African populations. Progress in reducing this deficit remains limited, largely due to budgetary constraints and the structural inadequacy of funding for infrastructure projects. Investing in productive infrastructure in Africa would have multiplier effects on national economies, reducing logistics costs and facilitating intra-African trade, thus contributing to the realization of the AfCFTA.

The vital importance of financial support for African agriculture is regularly reaffirmed. The contribution to financing agriculture shows that, despite this reiterated interest, access to credit for small and medium-sized farms in most countries remains a major unresolved problem. A variety of public financing tools and instruments have been implemented, with different trajectories and results depending on the country and the political, social, and economic

context (state budgets, special funds funded by public resources or partners). Public agricultural development banks offer advantageous resources, but their inefficiency, fragility, repeated deficits and lack of management transparency have been criticized. Other schemes, such as agricultural insurance, have helped to cover risks, but access to credit remains complex. A few innovations have helped, through digitalization, channel transfers to unbanked smallholders. **These new financing mechanisms are designed to strengthen national food production capacities and links with regional markets.**

The Pan-African Payment and Settlement System (PAPSS) was launched in collaboration with the African Union (AU), Afreximbank, and AfCFTA in 2022 to meet these needs and make AfCFTA a reality. This chapter presents the current state of cross-border payments in Africa and then shows how an efficient and transparent payments ecosystem can enable effective implementation of the AfCFTA by reducing costs, increasing transaction speed, and mitigating risks. It suggests ways to improve existing cross-border payment solutions in Africa: harmonizing regulations, adoption by central banks and by different market players, enabling different players to trade without the intermediary of correspondent banks, leveraging digital transformation, platforms for digital financial services, etc.

The chapter on credit rating in Africa discusses the AU's initiative to support the creation of a rating agency specifically for Africans. The rating system is dominated by three international agencies - Moody's, S&P, and Fitch. Credit ratings first appeared in Africa in the early 1990s. Since then, the number of rated African countries has grown steadily. To date, 32 African countries have a sovereign rating from at least one of the three major rating agencies. Studies have shown that international rating agencies are biased against African countries, and it has been assumed that credit rating analysts have preconceived opinions about rated entities, which ultimately affect the underlying credit ratings. The results of these studies imply that there is a rating bias based on the pre-existing opinions of rating analysts. Is

there an analyst bias against Africa? Does this perception justify the idea put forward by the AU and supported by some African countries of creating an African Rating Agency?

The chapter on the AU's financial reform forcefully underlines the fact that the pan-African organization's strategies, programs, and operations are stymied by the limits of its self-financing. Since its creation, the AU's financial structure has been heavily dependent on funding from international partners (external donors), which many believe weakens the Union's autonomy and ability to act independently to pursue its own agenda. While the successful implementation of financial reforms offers opportunities to increase sustainable revenue generation, improve financial management practices, strengthen regional integration, and reduce donor dependency, it also poses certain challenges arising from entrenched bureaucracy, a lack of political will in some cases, and a lack of enforcement mechanisms to ensure compliance by member states.

The Economic Report on Africa focuses on cross-border integration approaches. In this year's version, it focuses on two corridors.

In the Sahel, landlockedness is manifested in the distance from active areas within the national territory and coastlines, compounded by the extensive travel distances needed to reach them. Landlockedness, whether internal or external, refers to the shortcomings of land transport systems. The improvement of transport infrastructures and services, under the aegis of national policies, therefore, remains essential if regional economic potential is to be exploited to the full. However, this is not a sufficient condition. There are several ports serving landlocked countries in the Sahel. Thanks to these ports, several corridors have contributed to the opening of inland countries. Each corridor thus presents a sum of opportunities and constraints to be considered in relation to each of the selected landlocked markets. The major challenge for competing port access corridors is not only to equip them with quality infrastructure but also to maintain this quality over time. The Sahel

needs land-use planning policies that go beyond equipment and turn corridors into vectors of development.

The corridor linking Morocco, Mauritania, and Senegal represents a strategic area of vital importance, offering the three countries located along the Atlantic coast the opportunity to consolidate the dynamics of important economic complementarities. These interactions involve not only inter-state relations but also exchanges between companies and individuals. However, significant obstacles persist and hinder trade between these three countries, limiting the full activation of the economic corridor. These challenges include insufficient infrastructure and regulatory and administrative barriers. Overcoming these obstacles would enable the establishment of a true trade and transportation corridor, opening up new economic prospects. The key issue, therefore, lies in activating the levers that allow for the full exploitation of the corridor's potential and transforming this transit route into a truly integrated development space.

The report's Epilogue deals with ethics in the use of Artificial Intelligence. Artificial intelligence (AI), and generative AI in particular,

are seen as having the potential to increase human well-being, boost most sectors of the world's economies, and improve the quality of customer service. In addition to the many perceived benefits, AI faces a number of challenges arising from the digital divide and inequalities in accessibility to ICT infrastructure and facilities. AI is expected to have a substantial transformative influence on society at the social, economic, and cultural levels. For it to benefit Africa, it must be developed and implemented with a thorough understanding of local contexts. This implies that AI solutions are not only technically sound but also culturally aligned, inclusive, and led by Africans, for Africans.

In conclusion, this report would not have been possible without the contributions of the authors and the full, effective, and stimulating involvement of two members of the coordinating committee, Ms. Majda Belkeiri and Mr. Mohamed Brick. We would like to thank them sincerely for their total commitment. It goes without saying that the support of PCNS's technical departments was a major factor in the production of a report that met the required quality standards. May they find our expression of consideration in these lines.

Larabi Jaïdi
Senior Fellow,
Policy Center for the New South

Karim El Aynaoui
Executive President,
Policy Center for the New South

RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉCONOMIE DE L'AFRIQUE



L'incertitude de la géo-économie mondiale a atteint des niveaux inédits. Malgré la résilience dont ont fait preuve des économies africaines, celles-ci demeurent exposées à des risques importants : fragmentation de l'économie mondiale, persistance des pressions inflationnistes, crise de la dette, resserrement des conditions financières, difficultés des transitions énergétique et climatique. À ces risques viennent s'ajouter le coût des tensions sur les chaînes d'approvisionnement mondiales et l'impact des ruptures technologiques sur le futur du continent africain.

La présente édition du Rapport explore une série de questions liées à ce contexte complexe : quelles seront les incidences de ces incertitudes et ces risques sur les performances des économies africaines, sur les relations entre les pays africains et entre l'Afrique et le reste du monde ? Comment offrent-elles une opportunité à l'Afrique pour négocier une meilleure insertion dans les chaînes de valeur mondiales ? Quelles seront leurs conséquences - à court et moyen termes- sur les politiques publiques que les États africains mettent en œuvre pour répondre à la poly-crise ?

Au-delà des décisions de politique économique conjoncturelle, l'heure est venue pour l'Afrique de revitaliser les politiques structurelles en vue de résoudre les défis les plus impérieux et mettre en valeur le grand potentiel économique qu'elle recèle.

ISBN : 978-9920-633-44-4



9 789920 633444

POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Rabat, Maroc

www.policycenter.ma